INTERVIEW
Esther Mamarbachi : « Il y a une longue tradition de débat en Suisse »

ANALYSE
Populisme, une notion si complexe

SEXISME
À Genève, les femmes sont encore trop peu représentées en politique

LA VOIX POLITIQUE

TOUT N'EST PAS POLITIQUE MAIS LA VOIX POLITIQUE S'INTÉRESSE À TOUT

CLIVAGE GAUCHE-DROITE

Où va-t-on?
Quel avenir pour le clivage?

Sommaire

Dossier sur le débat

4-5 Quel est le rôle du débat dans la démocratie ?

6-7 Interview Esther Mamarbachi

Enquête

8-9 L'abstention un phénomène à la mode?

10-11 Le canton de Genève se pose en ténor de la participation électorale

© Crédit Photo LDD Source Wikipedia

Analyse

12-14 Populisme, une notion si complexe

En Couverture

15-18 Situation et devenir du clivage gauche-droite

Focus

19-20 Le Parlement des Jeunes Genevois sensibilise la jeunesse à la politique

Analyse

21-22 La Suisse et son système politique : une oasis de démocratie?

Société

23-24 Sexisme : À Genève les femmes sont encore trop peu représentées en politique

Interview

25-26 L'avenir du journalisme politique selon Richard Werly

Bande dessinée

27 Quand la politique s'immisce dans la bande dessinée

Edito

© Samuel Python

Pour ce premier numéro, La Voix Politique vous propose une plongée dans l'univers complexe de la politique.

Qu'on s'y intéresse ou non, elle fait intégralement partie de nos vies puisque c'est elle qui régit nos sociétés. En ces temps convulsés politiquement, il semble plus nécessaire que jamais de prendre connaissance des mécanismes qui nous gouvernent et de l'évolution permanente de ce monde si particulier.

C'est de la conviction que la politique est indissociable de nos vies et de la nécessité de suivre son évolution qu'est né ce magazine. Son but ? Permettre d'abord une meilleure compréhension du système politique avec lequel on interagit tous les jours sans s'en rendre compte. Ensuite, mettre en lumière certains aspects fondamentaux qui composent cet univers. Enfin, comprendre les enjeux des évolutions de la sphère politique en traitant de thèmes allant du populisme au rôle du débat, en passant par l'avenir du clivage gauche-droite.

J'espère, chers lecteurs et lectrices, réussir à vous intéresser ou tout du moins, à vous faire prendre conscience de l'importance du rôle que joue la politique dans nos sociétés ainsi que de l'intérêt public qu'il y a à suivre et comprendre ses multiples métamorphoses.

Bonne lecture !

Le rédacteur en chef, Miguel Hernandez

La Voix Politique

Tous les articles ont été rédigé par Miguel Hernandez

Contact: miguel19.hernandez@hotmail.com
Tél: 076/616.54.90

Un grand merci à tous les intervenants d'avoir joué le jeu et d'avoir rendu la conception de ce journal possible.

Ecole de journalisme de Genève
93 Avenue de Châtelaine
1219 Châtelaine
www.ecole-journalisme.ch
tél 022/786.48.21

« Le débat est la nourriture intellectuelle et politique de la démocratie »

Considéré par les spécialistes de la politique comme une notion fondamentale de la démocratie, quel rôle joue le débat dans nos sociétés démocratiques? Son rôle est-il différent dans un État comme la Suisse qui est régi par la démocratie directe?

© Crédit Photo DR

Au jour le jour, nous sommes impliqués dans de multiples débats, que ce soit avec nos amis ou notre famille par exemple. S'ils sont importants dans notre vie relationnelle et dans nos prises de décision, les débats politiques le sont encore plus car ils traitent du cadre sociétal qui régit nos vies. Selon les spécialistes politiques, ils sont un maillon essentiel du bon fonctionnement de la démocratie. C'est également un moyen d'expression pour se cultiver ou pour échanger des idées politiques, chose indispensable dans une société démocratique pour que les citoyens puissent personnellement se forger leurs opinions. Il permet aux candidats de faire connaître leurs idées pour essayer de convaincre les électeurs avant une votation. Le débat est de tout temps l'enjeu éthique et politique de la démocratie. Quel qu'en soit le sujet il ne doit pas être interdit. Olivier Francey, journaliste de *Radio Lac* et présentateur de l'émission *Des Hauts et Débats*, déplore son évolution. « Le débat a un aspect pédagogique indéniable. Il permet de présenter aux citoyens les enjeux des objets soumis aux votations. Malheureusement, la plupart du temps, pour des questions d'audiences on privilégie la forme au fond et on va favoriser ce qui va faire le buzz », regrette le journaliste.

Le débat et le rôle des médias

Le cœur de la notion de société démocratique est la liberté de débat politique. En effet, la démocratie repose sur l'existence d'un débat politique

pluriel et équitable, surtout dans les médias.
De plus en plus, on assiste à un éclatement et une multiplication des lieux pour débattre. Dans de nombreux cas, ils ont lieu sur les réseaux sociaux comme Facebook. On peut même se demander s'ils n'ont pas remplacé la télévision comme hôtes principaux des débats. Une mode qui n'est pas pour plaire à Alexis Favre journaliste à la *RTS* et coprésentateur de l'émission *Infrarouge*. « Je ne pense pas que ça ait remplacé la télévision. Les débats sont un outil comme l'est la TV. N'importe quel quidam peut donner son avis, explique-t-il. La mauvaise nouvelle c'est que cela donne une cacophonie générale et qu'il devient difficile de trier les informations. Le danger c'est la dictature de l'opinion », conclut-il. Une méfiance vis-à-vis des réseaux sociaux partiellement partagée par le journaliste Olivier Francey. « Je trouve que c'est une bonne chose que les gens donnent leurs opinions et débattent entre-eux, explique-t-il. Mais peut-être que si les journalistes avaient plus donné la parole à la majorité silencieuse, il y aurait un moins grand besoin de s'exprimer sur les réseaux sociaux. Le vrai problème, c'est que les gens s'y informent et qu'il y a là un vrai risque de prolifération de fake news. C'est là que le rôle du journaliste est important, pour déceler le vrai du faux. Or c'est un rôle qu'il ne remplit plus », déclare-t-il. L'apparition des «nouveaux médias» (internet et réseaux sociaux) constitue une transformation très importante pour la presse. La multiplication des canaux de communication a eu pour conséquence de démocratiser l'accès non seulement à l'écoute, mais aussi à la parole dans les médias. Les acteurs dits non-professionnels ont désormais un rôle déterminant dans la circulation de l'information et la confrontation des opinions.
Les médias, qui sont un moyen d'expression pour les acteurs démocratiques, jouent un rôle important dans la formation de l'opinion publique. Plaçant certains débats sur le devant de la scène, ils peuvent aussi en occulter d'autres. Ils sont donc soumis à des règles éthiques comme l'exactitude de l'information, le respect de la vie privée ou encore la vérification des sources. « La contribution des médias au débat démocratique est essentielle, explique Olivier Francey. D'un point de vue journalistique les médias du service public y sont contraints constitutionnellement. C'est une obligation légale de montrer la pluralité des paysages politiques. Les médias privés eux ont plus de libertés », précise-t-il. Si le rôle des médias est essentiel, Alexis Favre met néanmoins en garde contre certains pièges. « L'un des principaux travers, c'est que les médias ont des impératifs d'antenne, ce qui peut les forcer à privilégier certains sujets plus intéressants que d'autres, avertit l'ancien rédacteur en chef du *Temps*. L'autre problème dont il faut se méfier c'est le réflexe de tabou ou d'autocensure », estime le journaliste.

Le débat en Suisse

La liberté de débat politique est au cœur même de la notion de société démocratique. Elle revêt une importance particulière dans un pays comme la Suisse, où les citoyens jouissent de droits étendus. Si le recours fréquent au référendum et à l'initiative populaire reste indispensable au fonctionnement efficace du système politique suisse, la démocratie directe repose aussi sur l'existence d'un débat politique pluriel et équitable. « Je pense que le débat est essentiel à la démocratie directe suisse et qu'inversement la démocratie directe donne tout son sens au débat, estime le journaliste Olivier Francey. Pour le dire autrement, le débat est la nourriture intellectuelle et politique de la démocratie ». Une analyse que partage Alexis Favre. « Le débat est constitutif et consubstantiel à la démocratie directe, analyse-t-il. La notion de débat ne serait pas aussi développée si on n'avait pas la démocratie directe. C'est pour cela que le débat est fonctionnel dans la Confédération », analyse l'ancien rédacteur en chef du *Temps*. Il semblerait donc que les caractéristiques de ce système politique bonifient encore plus le rôle du débat, ne le rendant pas important, mais essentiel en Suisse. « Sans la démocratie directe, le débat serait moins institutionnalisé dans la Confédération. On débattrait des débats qui ont eu lieu au Parlement. Sans la démocratie directe il y aurait donc moins de débats et en définitive on ferait moins de politique », affirme Olivier Francey. « C'est dans la culture helvétique de débattre étant donné la tradition de consensus qui existe en Suisse, explique Alexis Favre. Ce qui est paradoxal, c'est que la Suisse n'est pas un pays de grands orateurs ou de grands débatteurs, mais c'est le pays où le débat est le plus institutionnalisé », fait remarquer le journaliste. Un avis que partage Olivier Francey. « Il y a en Suisse une tradition du débat plus ronronnante par rapport à ses voisins. On débat trop poliment, ce sont des débats trop consensuels. C'est très suisse de débattre ainsi », déclare-t-il.

Il semblerait donc que le débat revêt une importance capitale pour le bon fonctionnement de nos sociétés démocratiques. Il est encore plus essentiel dans un pays comme la Suisse, car il est l'essence même du système helvétique. Le débat constitue donc la nourriture intellectuelle et politique de la démocratie.

Miguel HERNANDEZ

« Il y a une longue tradition de débat en Suisse »

INTERVIEW Le débat et l'échange d'idées font partie des éléments importants d'une démocratie. En Suisse tout particulièrement. Retour sur les composantes d'un bon débat avec Esther Mamarbachi, présentatrice vedette de l'émission *Infrarouge*.

Selon-vous, quels sont les éléments pour organiser un bon débat ?
Il faut avoir un bon sujet et de bons invités. Le sujet doit tourner autour de la controverse pour avoir des points de vue différents. Quant aux invités, il faut qu'ils sachent s'exprimer, qu'ils aient un avis différent et qu'ils aient de bons arguments. C'est indispensable pour avoir un bon débat.

Est-ce plus difficile de modérer un débat en tant que femme ?
J'aimerais pouvoir répondre que non. Malheureusement encore aujourd'hui une femme qui coupe la parole ou élève la voix pour reprendre le contrôle du débat est probablement plus critiquable en société qu'un homme. Ceci est dû au regard que la société porte sur les femmes.

Comment choisissez-vous les sujets de débat ?
Infrarouge est une émission d'actualité, donc par définition, on s'y intéresse. On traite de l'actualité qui s'impose de semaine en semaine. *Infrarouge* a aussi pour vocation de traiter des thèmes de société qui sont un peu plus intemporels. C'est un peu la deuxième vitesse de l'émission. On a aussi la possibilité d'offrir aux téléspectateurs des soirées thématiques avec des reportages suivis du débat. Mais en général, on suit l'actualité politique, sociale, économique ou encore sportive, qu'elle soit nationale, majoritairement, ou internationale. Tous les sujets peuvent être traités pour autant qu'ils soient concernants. Il n'y a aucune thématique taboue. On a fait des sujets extrêmement variés à *Infrarouge*. Par exemple, on a fait un débat sur le phénomène «50 Nuances de Grey».

Esther Mamarbachi, présentatrice d'*Infrarouge*

Comment choisissez-vous les participants aux débats ?
On choisit les invités en fonction de la connaissance qu'ils ont du sujet. Donc on va choisir des spécialistes ou des politiques par exemple qui connaissent la thématique que l'on va aborder dans l'émission. Il y a deux caractéristiques principales à travers lesquelles nous choisissons nos invités.

La première, c'est la connaissance du sujet. La deuxième, c'est qu'on essaye toujours dans la mesure du possible de varier les invités et de ne pas inviter toujours les mêmes, ce qui est parfois compliqué. Il faut des fois aller puiser en France ou en Suisse alémanique, et trouver des gens qui parlent français. On a déjà fait des débats avec des invités qui ne parlaient pas français et qu'il fallait traduire, mais ça ralentit le rythme de l'émission. Un autre souci, c'est d'essayer de ne pas trouver que des invités masculins. On n'arrive pas toujours à inviter le nombre de femmes que l'on voudrait. Il n'y a aucun quota et on ne prend aucune femme alibi. Donc parfois à compétences égales, on va privilégier l'invitation d'une femme plutôt qu'un homme pour ne pas se retrouver à chaque fois avec un plateau à 80% masculin. On essaye également de ne pas avoir des invités qui soient tous issus de la même génération pour que chacun se sente représenté par ce qu'on voit sur le plateau.

Le pluralisme d'opinion est-il toujours respecté au sein des émissions ?

Oui ou en tout cas, on essaye. Parfois selon les sujets il y a plus d'invités avec la même opinion simplement parce qu'on n'a pas réussi à avoir autant de personnes d'un avis et de l'autre. Par contre, pour les émissions sur les votations il y a une parité parfaite entre les participants au débat. Ils sont 3 de chaque côté de la table et leur temps de parole est chronométré. Il est difficile parfois de trouver des gens qui soient critiques. Par exemple, pour l'émission sur le pape François, il a été très facile de trouver des gens qui lui sont favorables et beaucoup plus difficile de trouver des détracteurs du souverain pontife. On est parfois confrontés à d'autres difficultés. Certaines personnes sont très critiques dans leur parti politique sur un sujet, puis refusent de venir le dire à la télévision parce qu'il est difficile d'assumer une telle prise de position dans un média avec une forte audience. On voit aussi que le débat, c'est rarement noir contre blanc. Ce sont souvent des points de vue nuancés, donc on ne sait pas où placer les intervenants autour de la table.

Est-ce qu'il n'y a pas trop souvent parmi les experts invités sur des plateaux des disparités entre hommes et femmes ?

Il est vrai qu'il y a moins de femmes invitées à Infrarouge, mais ça correspond au reflet de notre société. Il y a beaucoup moins de femmes cadres, de femmes en politique ou à la tête d'entreprises par exemple. Les femmes refusent aussi beaucoup plus souvent nos invitations que les hommes, car elles estiment que c'est moins valorisant de passer à la télévision pour une femme que pour les hommes. Elles ont peut-être moins la nécessité de se mettre en avant. Il y a peut-être une forme de modestie, car elles répondent régulièrement qu'elles ne sont pas légitimes pour parler de tels ou tels sujet alors qu'elles en sont des spécialistes.

***Infrarouge* existe sur le même modèle depuis plus de 10 ans. Quel avenir voyez-vous pour cette émission ? Les réseaux sociaux en modifient-ils le format ?**

Les réseaux sociaux ont modifié l'émission dans le sens où maintenant, on peut y lancer le débat avant l'émission et qu'il y continue ensuite. Je pense qu'*Infrarouge* va évoluer comme le reste de la télévision. Avec les réseaux sociaux, celle-ci doit se réinventer. La consommation que l'on en fait est différenciée. De plus en plus de gens regardent les émissions sur leurs tablettes ou leur IPhone. Ça s'inscrit dans cette évolution générale de la télévision. Mais je pense que le débat vivra toujours à la télévision et sur les réseaux sociaux. Avant *Infrarouge*, il y avait une autre émission de débat à la télévision, *Droit de Cité*. Il y a une longue tradition de débat en Suisse. C'est peut-être lié au fait qu'on vote souvent et que les gens ont besoin d'explications. On participe en quelque sorte à une formation de l'opinion publique.

Miguel HERNANDEZ

Esther Mamarbachi : une vie consacrée au débat et à la politique

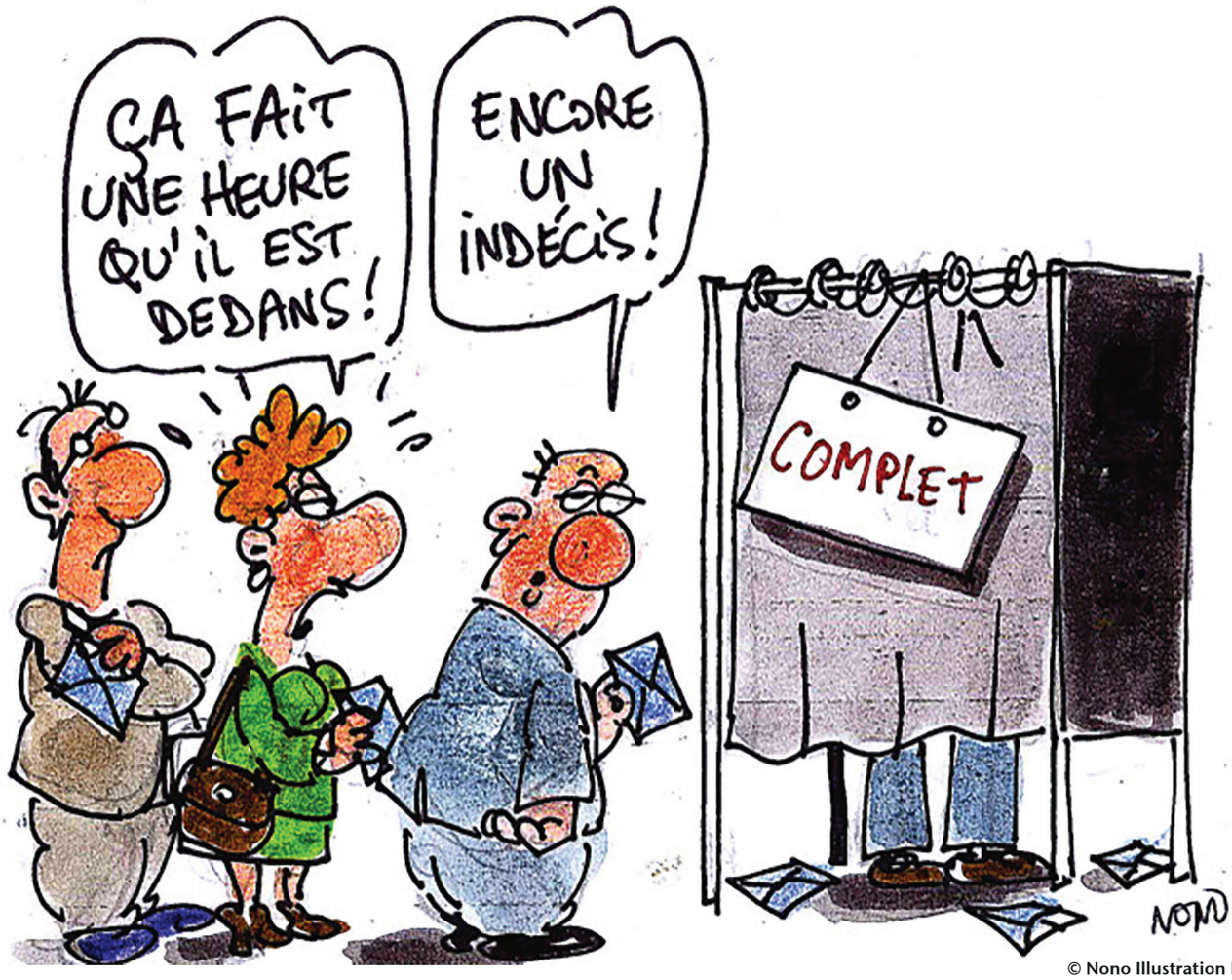
Après une maturité fédérale en langues modernes et latin, elle obtient, en 1989, une licence en sciences politiques l'Université de Genève, puis poursuit ses études à l'institut universitaire d'études du développement de Genève dont elle est diplômée en 1992. Elle accomplit un stage à l'Agence télégraphique suisse à Berne puis débute en 1995, comme journaliste politique au *Journal de Genève* et au journal *Le Temps*.

En juin 1999, elle est engagée à la *Télévision suisse romande* où elle présente les émissions spéciales consacrées aux élections fédérales 1999. Elle présente également l'émission de débat *Droit de Cité* ainsi que l'émission politique *Face aux partis*. Par la suite, elle présente le téléjournal de la mi-journée, puis, dès 2004, celui du soir. Le vendredi 12 décembre 2008, elle annonce son départ du téléjournal pour l'émission de débat *Infrarouge* qu'elle présente depuis bientôt 10 ans.

Twitter: @EMamarbachi

« L'abstention doit être analysée comme un comportement politique »

Plus présent que jamais, l'abstentionnisme est aujourd'hui de plus en plus répandu parmi les électeurs. Le vote blanc pourrait-il être une solution afin d'y remédier ? Qu'en est-il de ce phénomène en Suisse ?



© Nono Illustration DR

Complexe et difficile à cerner, l'abstention est un choix qui relève de plusieurs explications. Si aujourd'hui nombre de citoyens ne se rendent plus aux urnes ce n'est pas par hasard. Mais quelles sont les raisons pour lesquelles les électeurs ne votent pas ?

« L'abstention doit être analysée comme un comportement politique », révèle le politologue René Knüsel de l'Université de Lausanne. « On peut avoir des gens qui s'abstiennent pour des raisons fondées, idéologiques, c'est-à-dire qu'ils ne veulent pas choisir entre deux personnes qu'ils n'aiment pas comme on a pu le voir par exemple en France lors du deuxième tour des élections présidentielles de 2017 », explique-t-il. Si ce comportement existe partout dans le monde, est-il différent pour la Suisse qui est régie par la démocratie directe ? « Je pense que dans la Confédération si les gens s'abstiennent c'est parce que ça fonctionne assez bien », opine Jérémie Henriod, journaliste à la *Radio Télévision Suisse* (RTS) qui a travaillé sur le sujet. Une forme de sagesse qui consiste à ne rien changer s'il n'y en a pas besoin afin de ne pas empirer les choses, mais qu l'on pourrait interpréter autrement selon le politologue René Knüsel. « Une partie des citoyens refuse de se prononcer

par une auto-déclaration d'incompétence », explique-t-il. Ça signifie qu'ils sont dubitatifs au point qu'ils ne se reconnaissent pas la capacité de trancher. Ce type d'abstention constitue une manière pour eux de dire qu'ils renoncent à se prononcer car ils ne peuvent pas se décider sur un objet », conclut-il. Un avis que partage le journaliste Jérémie Henriod : « En Suisse on est très sollicité de part notre système de démocratie directe. Certains ne votent pas car ils ne se sentent pas compétents pour décider ».

Mais ce n'est peut-être pas par sagesse que s'abstiennent certains électeurs. Selon le politologue, il existe une autre explication à l'abstention. L'une d'elles serait un abstentionnisme lié à une non-intégration à la vie publique de la part de certaines personnes. « Une partie de la population non seulement ne comprend pas la politique, mais ne fait pas l'effort de chercher à la comprendre. Ce sont des gens qui n'ont pas suffisamment de lien avec la société pour prendre conscience du rôle que constitue le fait d'être citoyen », décrypte-t-il. Une forme d'abstention que l'on retrouve surtout chez les jeunes et les personnes âgées d'après le politologue. « Globalement il y a une forme de découragement que je peux parfaitement comprendre, car s'intéresser aux affaires publiques cela demande de l'argent de l'énergie et du temps, choses que l'on a pas forcément, tempère René Knüsel. Il y a certains objets ou débats qui sont tellement compliqués à comprendre que l'abstentionnisme est devenu la traduction de ce découragement citoyen ». Selon le spécialiste, le fait de ne pas voter peut aussi être considéré par certains comme une manière de critiquer le système politique en place dans lequel ils ne se reconnaissent pas. Une vision qu'il ne partage pas. « Critiquer le système en s'abstenant d'y participer pourrait être un acte politique pour autant que l'abstentionnisme soit mesuré en tant que tel, explique-t-il. Ne pas voter ne fera pas changer les choses, donc le fait de ne pas participer c'est plutôt un soutien au système que l'on veut critiquer », estime-t-il.

Le vote blanc, une alternative viable ?

Si l'abstentionnisme peut être compris comme une manière de critiquer le système, il existe une autre façon de le faire bien qu'elle ne soit pas institutionnalisée en Suisse. Il s'agit du vote blanc. Mais d'abord de quoi s'agit-il ? « Le vote blanc est la possibilité de montrer son doute, son désaccord. C'est un vote dans lequel on indique une non-décision , décrypte le professeur René Knüsel. Au contraire de l'abstention qui est simplement un refus de participer, le vote blanc est un refus de se prononcer. La personne qui vote blanc fait l'effort de voter pour montrer qu'elle ne choisit pas. La nuance est subtile », ajoute-t-il. En revanche, son fonctionnement est quant à lui, assez complexe et atypique. « Le vote blanc est pris en compte pour mesurer le taux de participation, mais il n'est pas comptabilisé dans la majorité absolue , indique Jérémie Henriod. On le compte et on le jette à la poubelle. On s'en sert pour dire que les gens ont voté, mais au fond on se fiche de ce qu'ils votés. Le but est simplement de pouvoir vanter les taux de participation », ajoute-t-il. Si le vote blanc n'est pas institutionnalisé en Suisse, c'est pour une raison bien précise selon René Knüsel. « La principale raison c'est surtout parce que cela complexifierait beaucoup les votations dans la mesure où on doit d'abord le comptabiliser dans le total ce qui relativiserait beaucoup les majorités », explique-t-il. « Et si on a une majorité de blanc que fait-on ? », questionne le politologue.
Si son fonctionnement est plus complexe, le vote blanc est plus proche du citoyen selon René Knüsel: « Ce vote offre aux électeurs une autre manière de dire « je ne suis pas d'accord » ou « les solutions qui s'offrent à moi ne me conviennent pas ». Il est vrai que même si ça complexifierait les choses, ça serait une acquisition démocratique supplémentaire ». Même son de cloche chez le journaliste Jérémie Henriod: « Je suis partisan du vote blanc car je pense que c'est un bon moyen de s'exprimer pour les personnes qui ne se sentent pas représentées ou s'ils estiment que l'objet en votation est trop technique ou trop compliqué à comprendre ».

Malgré tout, le vote blanc garde une part d'incompréhension. « Il reste difficile à lire. Comment savoir pour quelles raisons telle ou telle personne a voté blanc ? », interroge Jérémie Henriod. Une interrogation que partage René Knüsel. « Le vote blanc n'est pas interprétable entièrement car on ne sait pas pour quelles raisons la personne s'abstient de donner son opinion, il demeure une indication trouble ». Le vote blanc est donc à relativiser. « Certains exemples dans le passé montrent que l'on peut s'abstenir de tenir compte du vote blanc, conclut le politologue. Lors du vote sur la Constitution fédérale de 1874, celle-ci n'a pas obtenu la majorité. Avec un tel vote on aurait eu des gens qui ne voulaient pas de cette Constitution. Il y a donc des raisons objectives qui ont poussé les autorités à ne pas le comptabiliser ».

Il semblerait donc que l'abstention résulte de multiples causes, de la non-intégration des citoyens en passant par des raisons idéologiques. Le vote blanc présenté par certains comme une solution à l'abstentionnisme est en définitive trop complexe pour être intégré au système politique suisse. Face à une politique dans laquelle les électeurs ne se reconnaissent pas, l'abstention serait-elle en train de se convertir en une nouvelle offre politique ?

Miguel HERNANDEZ

Genève se pose en ténor de la participation électorale

Sur les 25 dernières années, le canton de Genève a un meilleur taux de participation aux votations fédérales que ses voisins romands. Il se situe également parmi les cantons suisses avec les meilleurs taux de participation. Enquête sur les raisons d'un tel succès.

© Crédit Photo DR Service des votations Genève

S'il fait partie des plus petits cantons de la Confédération en termes de superficie ou de population, Genève n'a pas de quoi rougir quant à son implication dans la vie politique fédérale. En effet, le canton du bout du lac se situe parmi le peloton de tête des cantons suisses avec les meilleurs taux de participation aux votations fédérales.

Genève un canton très participatif

Globalement, le canton de Genève possède un meilleur taux de participation aux votations populaires fédérales que la moyenne Suisse. Selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique (OFS), sur les seize dernières années, il a un taux de participation de 50 % pour 45,4 % au niveau Suisse. « Ce qu'on a observé, c'est que depuis l'introduction du vote par correspondance simplifié en 1995, Genève avait eu un bond de participation, décortique le professeur Pascal Sciarini, politologue à l'Université de Genève. C'était vrai dans tous les cantons où le vote par correspondance a été introduit, mais surtout ici où il y a eu un gain de 5 %. Avant ça le canton était plutôt en dessous de la moyenne suisse. Depuis il atteint au minimum la moyenne du pays ». Genève est également le canton romand qui possède le meilleur taux de participation aux votations fédérales. Sur les vingt-cinq dernières années, il affiche une moyenne de 47,5 % de participation. Il a seulement été détrôné en deux occasions. Une fois par le canton de Neuchâtel (50,9 % à 50,8 %) pour la période 2001-2010, et une autre fois par le Valais (51 % à 48,8 %) pour les années 2010-2016. « Genève est un canton assez politisé, le conflit gauche-droite y est assez vif. Il a la particularité d'avoir à droite un parti comme le MCG qui mobilise l'électorat ce qui favorise la participation, explique Pascal Sciarini. De plus, Genève est un canton dans lequel on vote beaucoup sur

le plan cantonal. Il arrive souvent que ces votations se déroulent le même jour que les votations fédérales ce qui provoque un cumul de participation du fait que la démocratie directe est plus vive à Genève ».

Au niveau fédéral, selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique, sur les vingt-cinq dernières années le canton de Genève se situe 6e avec 47,6 % de participation aux votations fédérales derrière les cantons de Schaffhouse (64,9 %), Zoug (50,7 %), Bâle-Ville (49,9 %), Appenzell Rhodes Extérieure (49,4 %) et Nidwald (48,6 %). Il n'est pas étonnant de trouver Schaffhouse en première place puisque le canton est le seul à avoir conservé le vote obligatoire jusqu'à 65 ans sous peine d'amende. Dans cette catégorie le plus mauvais élève de la Confédération est le canton des Grisons avec une moyenne de 39 % de participation sur les vingt-cinq dernières années. « Le fait que le canton de Genève soit très politisé et qu'il y ait des conflits politiques assez marqué c'est probablement un facteur qui contribue à mobiliser l'électorat. Le politologue explique: De plus, les différents acteurs politiques font des campagnes, alertent l'opinion, et sont présents dans les médias donc ça suscite et favorise la participation des citoyens et des citoyennes ».

Les hommes votent plus que les femmes

Autre fait remarquable, la différence du taux de participation selon les sexes. D'après les chiffres de l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT), sur le canton de Genève, les hommes votent plus que les femmes. En effet, sur les dix dernières années, les électeurs masculins ont en moyenne un pourcentage de participation aux votations populaires fédérales de 50,6 % pour 48,5 % pour la gent féminine. Des chiffres qui ne sont pas interprétables selon Pascal Sciarini: « Dans toute la Suisse pour les votations fédérales on a presque plus de différences de participation. Celle existante ne peut pas tellement être interprétée, car c'est très faible, décrypte-t-il. La légère différence peut venir du fait qu'il y a plus de femmes âgées veuves que d'hommes âgés veufs et que ces catégories-là participent moins que les jeunes et donc ça pèse sur le taux de participation global de la gent féminine ». Le politologue remarque: « Par contre si vous regardez le taux de participation des femmes par classes d'âge et pour le même statut matrimonial, il n'y a quasiment aucune différence. Le veuvage conduit à l'atomisation sociale et à la non-participation politique ». Pour Oscar Mazzoleni, cette différence n'a rien de surprenante. « Le rapport à la politique et au vote est souvent genré, compte tenu notamment du degré différent d'intégration professionnelle des hommes et des femmes ».

Selon Pascal Sciarini, il reste un effet qui peut encore jouer sur le taux de participation des femmes âgées. « Il reste une différence de participation pour les personnes les plus âgées

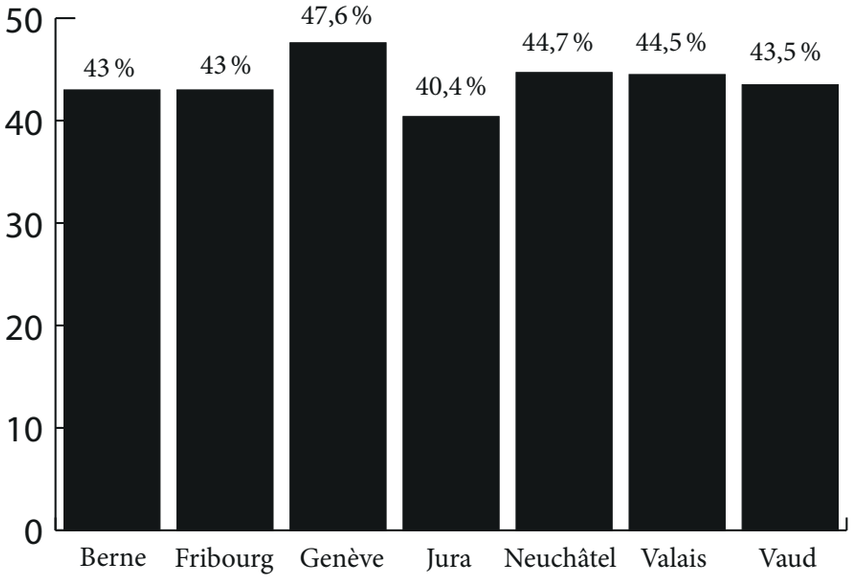
© Crédit Photo DR

Le politologue Pascal Sciarini

qui est encore liée au fait qu'elles ont obtenu le droit de vote tardivement. C'est-à-dire, que celles qui ont un âge plus avancé sont entrées à l'âge adulte sans le droit de vote, explique-t-il. On considère que cette caractéristique à des effets durable sur la participation de la gent féminine ». Et de conclure: « Cette catégorie de la population tend à sortir plus vite de la participation que les hommes et aujourd'hui ça concerne beaucoup de monde ».

Miguel HERNANDEZ

Moyenne de participation des cantons romands aux votations fédérales sur les 25 dernières années (Source OFS)



Populisme, un mot si complexe

Quelle est sa réelle signification et comment ce mot est-il utilisé par les médias ? Depuis plusieurs mois, le terme populisme est utilisé à tout bout de champ dans les médias sans savoir ce qu'il signifie vraiment.

© Crédit Photo LDD Source: Wikipedia

Le président Des Etats-Unis Donald Trump est régulièrement taxé de populiste

Populisme. Voilà un mot qui est dans la bouche des journalistes, politiciens et experts depuis plusieurs mois. Un terme que tout le monde utilise à sa guise, mais dont personne ne prend vraiment la peine d'en expliquer le sens et la pertinence. Un mot qui est aussi bien utilisé pour parler de Jean-Luc Melenchon que de Donald Trump pourtant aux antipodes l'un de l'autre.

« Étymologiquement, populisme vient de populus (le peuple) et du suffixe -isme qui renvoie à une forme d'idéologie » explique Thierry Herman, linguiste aux Universités de Lausanne et Neuchâtel. À l'origine un populiste est une personne membre d'un parti prônant des thèses de type socialistes en Russie. Le populisme est apparu dans les mouvements politiques Russes du XIXe siècle. Il vient des narodniki (gens du peuple), un mouvement politique souhaitant instaurer un système d'économie socialiste agraire en 1860 en Russie.

Il apparaît quelques années plus tard aux États-Unis en 1890. Ce sont des fermiers qui l'incarnent. Dépossédés de leurs biens et pauvres économiquement, ils ne comprennent plus le rôle que joue l'État fédéral dans leurs affaires. « Les références au peuple sont plutôt liées à l'origine de ces mouvements et moins à une idéologie, même si on trouve en germe cette dénonciation des élites », décrypte le linguiste.

Et aujourd'hui dans les médias ?

Aujourd'hui, le terme populisme tel qu'il est utilisé dans les médias est devenu un mot fourre-tout qui englobe de nombreuses familles et partis politiques divers partout en Europe. Il résonne même comme l'insulte suprême. « Quand on qualifie une personne de populiste, on la met à l'écart, ça la délégitime et on essaye par ce biais de l'expulser de l'arène politique » explique Sébastien Salerno, socio-

«À l'origine un populiste est une personne membre d'un parti prônant des thèses de type socialistes en Russie. Le populisme est apparu dans les mouvements politiques Russes du XIXe siècle».

logue à l'Université de Genève. Autrement dit, c'est une manière de rendre illégitimes certaines opinions. C'est une dénonciation avant d'être une définition. Il désigne ce qui doit être exclu de la tolérance démocratique. « Ce mot a perdu sa valeur descriptive. On voit par exemple que la phrase « Pierre est populiste, mais je ne l'aime pas » ne pose pas de problème particulier alors que « Pierre est populiste, mais je l'aime bien » paraît bizarre. Cela révèle que l'emploi de ce mot désigne l'autre plutôt que soi; l'utiliser, c'est d'une certaine manière avouer qu'on ne l'est pas » explique Thierry Herman. Utilisé ainsi, il devient un outil très efficace d'autocensure médiatique. Personne ne veut être taxé de populiste. « Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le populisme n'est pas que l'apanage de la droite, analyse Sébastien Salerno. Il n'est pas déposé dans un camp politique. Il peut aussi exister chez les centristes ».

Certains médias franchissent le pas en les amalgamant avec les xénophobes et les racistes. Donc Mélenchon = populiste = raciste ? Non, bien au contraire. Simplement, dans son discours, il nomme les maux dont

Le politologue Sébastien Salerno

souffre le peuple français sans prendre de pincettes et cela dérange certains. Par exemple les élites médiatiques et politiques ne voulant pas voir que leur système est à bout de souffle. Cet aveuglement pousse les médias à lui attribuer l'étiquette de populiste dans l'esprit de décrédibiliser son propos. Ils cherchent à démontrer que le politicien dit uniquement ce que le peuple veut entendre. Le même Mélenchon n'a pas hésité à assumer son populisme en déclarant que si se préoccuper du peuple c'était être populiste, alors il l'était. Une manoeuvre jugée intelligente par Thierry Herman. « En désamorçant la valeur d'invective du mot, il lui donne une autre définition qui est avoir le peuple au centre des préoccupations. Il précise : c'est assez fin comme stratégie, car cela laisse entendre que les personnes non-populistes pourraient ne pas se préoccuper du peuple, comme si les représentants les oubliaient une fois élus. Cela appuie donc ce qui est au centre du populisme : la critique des élites ».

Pour Vincent Coussedière c'est un problème de définition

Professeur de philosophie et auteur de l'ouvrage *Éloge du populisme* (Éditions Elya, 2012), Vincent Coussedière tente une réhabilitation du populisme. Pour lui, c'est un phénomène beaucoup plus profond que ce que l'on désigne habituellement par ce terme. « Il faut distinguer ce que j'appelle « le populisme du peuple » et la « démagogie populiste » qui cherche à le récupérer politiquement, souligne-t-il. Le premier, c'est tout simplement la volonté d'une population de conserver ses moeurs et sa forme de sociabilité, ainsi que la capacité de s'auto-gouverner grâce à un État qui soit souverain, donc indépendant ». Une distinction qui permet à Vincent Coussedière d'en donner une autre définition. « Le populisme correspond à un moment de crise de la démocratie, de crise de la souveraineté populaire. Le peuple n'a plus le sentiment d'en être un et n'a plus le sentiment d'être souverain. Il est à la fois le sentiment de cette décomposition et la lutte contre cette décomposition ». Autrement dit, le populisme est la réaction d'une population qui se trouve confronté à des défis démographiques, culturels et économiques dramatiques auxquels les systèmes politiques actuels n'ont pas de réponse. Elle assiste donc à sa décomposition

«Le populisme est une dénonciation avant d'être une définition. Il désigne ce qui doit être exclu de la tolérance démocratique».

sociale, et ne se sent plus protégé par la politique menée par les élites.

Le philosophe met également en garde contre la confusion qui est faite (volontairement ou pas) entre populisme et démagogie. « En parlant du premier, on vise habituellement par ce terme une forme de démagogie, c'est-à-dire de discours qui flatte le peuple et prétend parler en son nom, et qui critique les élites », précise-t-il. Celle-ci est bien connue depuis Aristote. Il s'agit d'un discours d'hommes politiques cherchant à amadouer la population, à lui plaire, mais à la tromper aussi pour obtenir le pouvoir. Or, le problème du terme de « populisme » est qu'il introduit une forme de confusion. On ne sait jamais s'il désigne une forme de démagogie, si ce sont les démagogues qui sont « populistes », ou s'il désigne le peuple lui-même ». Afin d'éviter la confusion entre les deux termes, Vincent Coussedière propose de parler de « démagogie populiste» lorsqu'on cherche à critiquer l'offre politique de certains mouvements ou partis et de parler de « populisme du peuple » lorsqu'on cherche à comprendre la situation de détresse réelle de la population.

© Crédit Photo DR

Le philosophe Vincent Coussedière

Deux populismes

Il existe deux définitions du populisme. Le mot fourre-tout qui a pour but de décrédibiliser l'individu tenant des propos prétendument trop dangereux et qui doivent être exclus de la tolérance démocratique, généralement utilisé dans ce sens par les médias et la plupart des commentateurs politiques. Puis, il y a la définition qui essaye de le réhabiliter en tentant de l'expliquer. Il serait une protestation qui apparaît quand les politiciens ne font plus de politique. Désespéré, le peuple se met alors contre sa volonté à en faire, car il voit que ses gouvernants ne les représentent plus. Ce sens-là du terme populisme signifie l'entrée en résistance d'une population contre ses élites car il a compris qu'elles le mènent à l'abîme. Il y aurait dans ce populisme exprimé par le peuple, une réaction face à sa propre décomposition sociale. Les médias qui diabolisent ce terme et qui n'acceptent aucune discussion à son égard verrouillent la démocratie et empêchent la population de s'exprimer.

Que retenir du populisme si ce n'est qu'il est un sujet complexe du fait des diverses formes qu'il peut prendre. Loin d'être une menace, il est peut-être le remède qui redonnera des couleurs à la maladie dont souffre la démocratie. La « maladie », c'est la démocratie qui s'effondre, parce qu'on n'élit plus le meilleur candidat, mais le moins pire. Elle n'est plus une alternative valable à ploutocratie. C'est un signal d'alarme pour les dirigeants, une réaction des classes précarisées à l'oligarchisation de nos sociétés. Disqualifier les appels de la population n'a au final qu'un seul effet, assuré la continuité du rapport de domination entre le peuple et les élites. Ne serait-il pas savoureux que le populisme prétendument anti-démocratique soit en partie la réponse à la crise que traverse la démocratie ?

«Le populisme est la réaction d'une population qui se trouve confronté à des défis démographiques, culturels et économiques dramatiques auxquels les systèmes politiques actuels n'ont pas de réponse».

Miguel HERNANDEZ

Quel avenir pour le clivage gauche-droite ?

Si de tout temps le clivage gauche droite à alimenté les débats, c'est encore plus le cas aujourd'hui. Jugé obsolète par les spécialistes politiques, les questionnements sur son futur déchaînent les passions. Ce modèle a-t-il encore un avenir ? Qu'en est-il à Genève ?

© Karak Illustration DR

On a beau crier qu'il est dépassé, voilà deux siècles que l'Europe et le monde ont adopté le même clivage entre la gauche et la droite issu de la société française. Après la Révolution française de 1789, les députés de l'Assemblée nationale qui soutenaient les avancées révolutionnaires siégeaient à gauche de l'hémicycle, tandis que leurs adversaires nostalgiques de l'ancien régime de la monarchie et de l'Église se rassemblaient à droite. C'est de là que viennent ces deux termes politiques. D'ailleurs, les distinctions pour les représenter se sont peu à peu effacées dans les dernières années du XXe siècle. Pendant longtemps la droite a pensé que pour que la société s'améliore, il fallait que les individus aillent mieux. A l'inverse, la gauche pensait que pour que les individus aillent mieux, il fallait que la société se porte mieux. La droite partait de l'individu en considérant qu'une société qui vivait en harmonie était le résultat, ou la somme, de la réussite ou du bien-être individuel. La gauche, elle, considérait qu'il ne pouvait y avoir de bien-être individuel qu'au sein d'une société

harmonieuse. Le vieux concept d'une gauche représentant le prolétariat opprimé contre les intérêts du grand capital et de la bourgeoisie est désormais révolue. Si historiquement elles se sont opposées sur le terrain des valeurs sociales, économiques ou encore culturelles, aujourd'hui leurs positions sont bien plus nuancées.

Alors qu'il a façonné le modèle politique pendant près de deux siècles, ce modèle est aujourd'hui jugé obsolète et est fortement remis en question. Selon une grande partie des spécialistes politiques, il en découle une perte de repères des partis politiques traditionnels. C'est du moins ce qu'en pense David L'Épée, journaliste, blogueur et intellectuel indépendant et passionné par les idées politiques. « J'ai l'impression qu'ils perdent leurs repères parce qu'ils sont fondées sur un clivage ancien et qui n'est plus tellement dans les enjeux d'aujourd'hui. Ils misent sur un électorat historique qui existe encore un peu, mais il y a constamment un décalage temporel entre la réalité des partis et la réalité sociale », analyse-t-il. Même son de cloche chez Arnaud Imatz, politologue et historien des idées politiques. « La gauche a été marquée par le marxisme pendant près de 50 ans. Elle se voulait et se disait capable de résoudre la question sociale. Elle se confondait alors plus ou moins avec la Révolution, explique-t-il. Idem pour la droite qui se déclarait morale et religieuse et qui prétendait défendre les valeurs de la tradition et l'unité de la nation. Mais depuis la fin des années 70, aussi bien l'un que l'autre ne jurent plus que par l'économie ». Un point de ralliement qui implique aujourd'hui de se demander si désormais ce clivage n'est pas artificiel.

«Le vieux concept d'une gauche représentant le prolétariat opprimé contre les intérêts du grand capital et de la bourgeoisie est désormais révolue».

Un paysage politique modifié

Une modification du paysage politique qui pourrait s'expliquer de plusieurs manières possibles. Pour David L'Épée, le coeur du problème ce sont les contradictions qu'affichent les partis d'un bord comme de l'autre. « Aujourd'hui être de gauche c'est correspondre à un programme social ou socialiste, de défense des travailleurs les plus pauvres et de protection du travail contre le capital. Le problème c'est qu'elle prétend aussi briser les frontières, accepter l'immigration le plus librement possible ce qui économiquement va créer de la concurrence et profitera plutôt au patron, donc il y a déjà une première contradiction, explique-t-il. La seconde c'est que culturellement ou sociétalement, lorsqu'elle soutient une réforme ou qu'elle parle de sa vision du monde en général, il s'agit plutôt d'une vision de classe, bourgeoise, qu'on appelle bobo. Il n'y a pas vraiment de valeurs ou de morale prolétarienne à gauche, ce qui fait que l'électorat populaire ne s'y reconnaît plus ». Le blogueur poursuit: « A droite, c'est la même chose mais à l'inverse. Elle prétend incarner par rapport au modernisme de la gauche la tradition, la conservation, le combat des valeurs comme la famille ou la patrie alors que depuis qu'elle existe ça a toujours été le parti de l'argent et du capital alors que ce dernier est tout sauf traditionnel. Quant aux valeurs du libéralisme ce ne sont pas du tout des valeurs enracinées, mais mondialisées. Au final, les deux bords se contredisent eux-mêmes puisqu'ils sont traversés par des lignes de fractures ».

« La droite prétend incarner par rapport au modernisme de la gauche la tradition, la conservation, le combat des valeurs comme la famille ou la patrie alors que depuis qu'elle existe ça a toujours été le parti de l'argent et du capital alors que ce dernier est tout sauf traditionnel ».

Arnaut Imatz, lui, date cette modification du paysage politique du début des années 90. « À partir de la chute du Mur de Berlin, la droite néolibérale et la gauche néo-sociale-libérale, ont communié dans le même présupposé, à savoir que l'économie occupe la première place avant la politique, la culture, la morale et la religion. À partir de là, les nouvelles Tables de la loi ont été le mondialisme, le marché, l'impératif de métissage génético-culturel, le multiculturalisme et les droits de l'homme avec bien sûr l'individualisme et l'homogénéisation consumériste auxquels les peuples ont été sommés de croire, explique le politologue. Au fil des ans, les droites et les gauches historiques en sont venues à se désintéresser totalement du peuple (agriculteurs, ouvriers mais aussi toutes les anciennes classes moyennes qui ne sont pas intégrées dans la modèle économique mondialisé) et sont devenues de plus en plus hypocrites et cyniques. Seule leur importe l'éco-

nomie. L'individu consommateur est leur priorité, et cette préférence est bien sûr camouflée derrière le paravent des questions sociétales », décrypte-t-il.

Quel avenir pour le clivage ?

Aujourd'hui moribond, le clivage gauche-droite risque encore de décliner selon David l'Epée : « Je pense qu'il va régresser, je ne vois pas comment l'ancien système pourrait revenir, explique-t-il. On essaye de faire croire à un modèle en utilisant des enjeux vieux de 60 ans ». Une certitude que ne partage pas Arnaud Imatz. « Je pense que tout dépendra de ce que feront les partis populistes européens. S'ils choisissent de s'allier à la droite conservatrice, ce qu'on appelle en France la ligne Buisson, ils seront inévitablement récupérés par la droite mondialiste et multiculturaliste. En revanche affirme le politologue, s'ils parviennent à générer un un projet de vie en commun, s'ils fédèrent divers courants démocratiques, souverainistes, humanistes et partisans d'un nouvel ordolibéralisme ou d'un nouveau libéralisme de règles, alors rien ne pourra les arrêter ». Là où les deux hommes tombent d'accord c'est sur le probable remplacement du modèle gauche-droite par une autre structure. « Je vois deux clivages principaux s'affronter même si on peut les mettre ensemble. Un social économique qui est libéralisme contre protectionnisme et une séparation entre souveraineté nationale contre mondialisation dans laquelle le précédent clivage est impliqué, analyse David L'Épée. La cohérence entre ces deux divisions est que les intérêts nationaux souverains et les intérêts sociaux vont forcément marcher de paire de même que les intérêts du libre-marché et de la mondialisation doivent marcher de paire », conclut-il. Une position que partage l'historien des idées Arnaut Imatz. « Très vraisemblablement ce

« Le clivage gauche-droite va régresser, je ne vois pas comment l'ancien système pourrait revenir. On essaye de faire croire à un modèle en utilisant des enjeux vieux de 60 ans ».

modèle sera remplacé par celui entre populisme et oligarchie et par l'opposition entre culture communautaire et culture néolibérale ou progressiste, explique le politologue. Donc une opposition entre, d'une part, ceux qui revendiquent le bien commun, l'humanisme civique, la cohérence identitaire, la souveraineté populaire, la création d'un monde multipolaire et, d'autre part, ceux qui célèbrent l'humanisme individualiste, l'hédonisme matérialiste, l'homogénéisation consumériste et la gouvernance mondiale sous la bannière du multiculturalisme et du néocapitalisme sauvage ».

Le clivage à Genève

Si le clivage gauche-droite n'est plus tellement d'actualité dans nos sociétés occidentales, il ne l'est plus non plus à Genève selon François Baertschi, secrétaire général du Mouvement Citoyen Genevois (MCG). « Il est moins flagrant qu'ailleurs car la logique a entièrement changé avec le développement de la mondialisation et des systèmes globas où les décisions se prennent hors de notre canton. Depuis la chute du Mur de Berlin, la centralisation de l'Union européenne et le développement des accords internationaux, on arrive dans un monde globalisé où beaucoup de décisions se prennent hors de Genève », explique-t-il. Un constat que ne partage pas Thierry Apothéloz membre du Parti Socialiste genevois et maire de la commune de Vernier. « Je pense que ce clivage est très présent sur beaucoup de dossiers, ayant trait notamment aux conditions matérielles d'existence (emploi, social, logement, fiscalité, etc.). Il existe par ailleurs au-delà de la sphère strictement politique, dans le vote des citoyens sur certains objets, qui voient des scores très différents d'une commune à l'autre ». Selon les spécialistes politiques, à l'international les partis de droite comme de gauche semblent perdre ou avoir perdu leur repères traditionnels. S'il pense que ce clivage entre les deux bords politiques est toujours d'actualité à Genève, Thierry Apothéloz estime également que les différents groupes politiques n'ont pas perdu leur repères traditionnels dans le canton. « Je ne pense pas qu'ils les aient perdu, simplement les modèles évoluent. Il y a 20 ans, par exemple, en Suisse, le principal clivage était linguistique. Aujourd'hui, on assiste à un raffermissement du clivage

© Crédit photo DR

Le politologue Arnaud Imatz

Ville/campagne, ainsi que celui entre « gagnants » et « perdants » du système économique ». Un avis que partage partiellement le membre du MCG François Baertschi. « Je pense que quelque part, les repères s'accrochent à des traditions partisanes. Les partis d'aujourd'hui pensent vivre dans une société qui n'est pas la notre. On vit dans une collectivité de consensus en Suisse donc ça permet aux deux bords d'avoir des axes plus nuancés, explique-t-il. Malgré tout, on garde encore des différences de partis qui sont issues de vieilles traditions dépassées et qui ne correspondent plus à grand chose. Tout le monde arrive dans une sorte de centre où la droite se « gauchise » et la gauche se « droitise » si on peut le dire comme ça. Il y a un flou très grand dans les idées politiques ». Une légère perte de repères qui pourrait sans doute s'expliquer par le rôle impromptu qu'à jouer le Mouvement Citoyen Genevois sur sur la scène politique à Genève.

Le rôle du MCG

Fondé en 2005, le Mouvement Citoyen Genevois a bouleversé la vie politique genevoise. Ni gauche, ni droite, le citoyen d'abord : telle était la ligne de conduite du MCG. Dès le départ, il ont voulu se situer en rupture avec les partis politiques traditionnels, qui ne répondaient plus aux besoins et aux problèmes qui se posaient selon eux. Grâce à une trajectoire fulgurante, le groupe politique est allé jusqu'à devenir le 2ème parti au Grand Conseil. Une posture que défend François Baertschi. « Nous nous sommes placés dès le départ comme étant hors de ce schéma de pensée, on s'opposait a ce clivage traditionnel parce qu'on voulait d'abord défendre les citoyens. Ce qui est compliqué c'est qu'on encarte politiquement les objets de discussions. Sur la sécurité et la migration, on est plutôt considéré de droite alors que sur les questions sociales ou de fonctions publiques, on est plus à gauche. On pense qu'il y a certaines idées qui sont bonnes et qu'il ne faut pas rester fanatique. On devrait d'abord avoir le bien commun en vision et ne pas être dans une logique doctrinaire », juge le secrétaire général du Mouvement Citoyen Genevois.

« Le clivage gauche-droite n'a plus de véritable avenir. Le vrai clivage va être entre les gens qui sont pour la mondialisation et ceux qui sont contre.

Un positionnement sur ce groupe politique auquel n'adhère pas Thierry Apothéloz. « Le MCG est un parti de droite extrême, ce qui est une qualification sans aucun jugement de valeur. Il se caractérise par un rejet des (supposées) élites, par une défiance systématique du système judiciaire, par une approche essentiellement conflictuelle du débat politique, et par la mise en cause de facteur extérieurs aux problèmes d'un pays/région (droit international, frontaliers, etc.). Ce sont là les caractéristiques typiques d'un parti de droite extrême, explique le socialiste. Il renchérit : Sur son positionnement politique, il vote en fonction de ces intérêts du moment en étant parfois même contradictoire sur ses propres projets. Cette volatilité est plutôt une preuve d'incohérence et d'absence de programme politique réel, plutôt qu'un positionnement ni de gauche ni de droite ». Si les jugements émis à l'encontre du parti sont très variés, le MCG a malgré tout secoué la scène politique genevoise et lui a donné un second souffle.

L'avenir du clivage à Genève

Si le modèle gauche-droite va certainement disparaître dans les années à venir dans le monde, il semblerait que ce ne soit pas le cas à Genève pour Thierry Apothéloz. « Je pense qu'il va rester ce qu'il est. Ce clivage, basé essentiellement sur le conflit entre les valeurs cardinales « égalité » (gauche) et « liberté » (droite) est l'essence même de tout débat politique. Il se manifeste cependant différemment d'une période à une autre, mais ne disparaît jamais vraiment ». Un avis que ne corrobore pas le secrétaire général du MCG François Baertschi. « Je pense qu'il n'a plus de véritable avenir. Le vrai clivage, ça va être entre les gens qui sont pour la mondialisation et ceux qui sont contre. On aura d'un côté ceux qui sont pour une destruction des pouvoirs locaux au profit de grandes structures qui dictent leur volonté aux plus petites. Et de l'autre ceux qui sont contre, où les petites structures, plus proches des citoyens, auront plus de pouvoir, analyse-t-il. On va arriver à cette différence entre ceux qui défendent une société globalisée et ceux qui en défendent une plus locale ».

Miguel HERNANDEZ

« Le MCG s'est placé dès le départ comme étant hors de ce schéma de pensée. On s'opposait à ce clivage traditionnel parce qu'on voulait d'abord défendre les citoyens».

Le Parlement des Jeunes Genevois fait sa politique

Créée il y a 5 ans, cette association à but non lucratif milite pour l'engagement des jeunes du canton de Genève. Outre ses activités culturelles, le Parlement des Jeunes Genevois possède également un volet politique de plus en plus développé.

Le Parlement des Jeunes Genevois (PJG) se présente comme une association non-partisane qui rassemble de nombreux jeunes résidant dans plusieurs communes du canton de Genève et âgés de 15 à 25 ans. Fondé le 22 février 2012 par des représentants des Parlements des Jeunes communaux de Meyrin, Thônex, Grand-Saconnex et Versoix, il compte aujourd'hui dans ses rangs plus de 200 membres dont 70 actifs et a pour objectif principal de s'impliquer pour la jeunesse du canton du bout du lac.

Si le Parlement des Jeunes Genevois a pour but d'encourager les jeunes à s'engager dans la société, il le fait par des biais multiples. L'un des principaux spectres passe par la culture à travers des activités telles que l'engagement associatif ou encore l'implication culturelle et sportive. L'association est à ce titre une plateforme de projets réalisés par des jeunes pour des jeunes. « L'engagement de la jeunesse ne passe pas forcément par la politique, indique Elise Blandenier, présidente du Parlement des Jeunes Genevois. On essaye de faire en sorte qu'ils aient une prise de conscience citoyenne à travers d'autres prismes, notamment par la culture ». Pour exemple, le PJG a notamment mis en place le 26 novembre 2016 sur la plaine de Plainpalais « l'action zones relouEs » qui consistait à faire vivre aux passants l'expérience du harcèlement de rue à travers une bande sonore qui retransmettait des interpellations diverses. « Notre panel d'activité est très divers, commente Samantha Reimundo, vice-présidente du Parlement des Jeunes Genevois. On ouvre régulièrement la scène à de jeunes talents qui débutent ou tentent de se faire connaître afin qu'ils puissent avoir accès à une scène et à un public, nous donnons des cours de français aux jeunes migrants, ou organisons des événements associatifs ».

Sensibiliser les jeunes à la politique

En plus de s'engager dans le domaine de la culture, le Parlement des Jeunes Genevois possède également un volet politique. A travers celui-ci, il aspire aussi à être une chambre consultative de jeunes auprès des autorités cantonales et communales. « L'un de nos buts est de faire office d'intermédiaire entre l'association et les autorités pour toutes les problématiques concernant la jeunesse », affirme Samantha Reimundo. Via son prisme politique, le Parlement lutte également contre la tendance abstentionniste chez les jeunes notamment à travers l'organisme *Go Vote*. Le PJG organise de nombreuses actions en lien avec la pratique du débat et la participation démocratique, avec des tables rondes

© Crédit Photo DR

La présidente du PJG Elise Blandenier

ou des speed-debatings, une nouvelle forme de débat inspiré des speed-datings (rencontres express pour trouver un partenaire). « Lors des périodes de votations, on organise des speed-debatings et on invite des politiciens ou des experts politiques afin de débattre des objets, explique Elise Blandenier. On essaye de faire en sorte que les jeunes comprennent les enjeux des votations afin de pouvoir voter et que cela les pousse ensuite à s'intéresser à la politique », précise-t-elle.

Pour cela, le PJG n'hésite pas à se rendre dans de nombreux établisse-

© Parlement des Jeunes Genevois, Photo DR

Les membres du PJG

ments scolaires du canton afin d'attirer l'attention des élèves sur les questions politiques. « On intervient dans pratiquement tous les Collèges et toutes les Écoles de Culture Générale (ECG) de Genève, précise la présidente du Parlement des Jeunes Genevois. Lorsqu'il y a des votations, on organise dans les collèges des votations à blanc en partenariat avec le Département de l'instruction publique (DIP), les associations d'élèves et la Chancellerie. Celle-ci nous a même fourni quelques milliers de bulletins de vote officiels. Les élèves ont donc la possibilité de s'exprimer de manière fictive sur les sujets soumis au vote », déclare-t-elle. Pour leur permettre de s'interroger et de se forger une opinion, le Parlement leur a distribué des brochures Easy-vote (ndlr: plate-forme de vulgarisation créée par la Fédération suisse des parlements des jeunes) qui sont plus faciles d'accès que les brochures officielles.

Ainsi, années après années, de projets en projets, le Parlement des Jeunes Genevois continue sa mission de susciter l'intérêt des jeunes pour la politique en essayant de leur donner le goût de l'exercice des droits civiques. Il permet de ce fait à la jeunesse de s'impliquer efficacement et de s'engager politiquement sans avoir à adhérer à un parti. Ils effectuent par conséquent une promotion de la jeunesse par et pour les jeunes.

Miguel HERNANDEZ

La Suisse, une oasis de démocratie ?

Dotée de ce qui est considéré comme le meilleur système politique au monde, la Suisse apparaît comme un idéal de démocratie. Pourtant, ce régime possède de nombreuses failles qui pourraient être améliorées. Décryptage.

© Fiami Illustration DR

S'il y a bien une chose pour laquelle la Suisse est vantée dans le monde en dehors de ses montres, de ses banques et de son chocolat, c'est son système politique. Considérée comme ultra-démocratique, la démocratie directe est constamment prônée comme le modèle à imiter. La Confédération serait-elle l'Eldorado de la démocratie ?

Selon les spécialistes du monde entier, la démocratie directe est le meilleur système politique en place. La Suisse serait donc le pays le plus démocratique d'Europe. Un avis que corrobore Antoine Chollet, politologue à l'Université de Lausanne. « Si l'on considère que la démocratie c'est le pouvoir du peuple dans son sens politique, alors en effet, il a plus de pouvoir en Suisse que dans les autres pays, analyse-t-il. Je connais peu de citoyens européens qui ont pu voter à plusieurs reprises sur leur système de retraite ou sur leur adhésion à l'Union européenne ». Étienne Chouard, citoyen constituant, professeur et blogueur indépendant, voit plutôt le verre à moitié vide. « C'est le meilleur système sur Terre pour l'instant et en même temps, il est

extrêmement insuffisant ». Il poursuit: « Je préfère dire que c'est le moins anti-démocratique, même s'il est vrai que c'est le régime qui donne le plus de kratos (pouvoir) au demos (peuple) ». Comme le souligne Etienne Chouard, si ce système a de nombreuses qualités, il possède également quelques faiblesses.

Un système à améliorer

Ce système qui utilise l'initiative populaire et le référendum d'initiative populaire pourrait-il être encore amélioré ? Lorsque cette question est posée, la réponse est sans équivoque. « Absolument, répond le politologue Antoine Chollet. Je pense qu'il faudrait approfondir et intensifier l'usage de la démocratie directe et des mécanismes référendaires en Suisse sur le modèle cantonal, c'est-à-dire en ajoutant un certain nombre d'outils qui n'existent pas au niveau fédéral. Comme par exemple l'initiative législative ou le référendum constructif ». Autant d'ajouts qui démocratiseraient le système politique Suisse. Pourtant, pour Étienne Chouard, ce régime est loin d'être un idéal de démocratie. « Elle est imparfaite parce que si elle permet de résister à une mauvaise loi et aux abus de pouvoir, elle ne permet pas de résister contre les micro-trahisons quotidiennes des représentants, précise-t-il. Certes il y a une protection contre les abus de pouvoir qui est meilleure avec le référendum d'initiative populaire, mais la vraie démocratie ce ne serait pas la désignation de représentants, mais ne plus en avoir du tout », rappelle le blogueur indépendant. Une théorie qu'il développe dans ses ateliers constituants selon laquelle ce serait aux citoyens et non aux représentants de rédiger la Constitution afin qu'elle ne soit pas au service des plus riches. Une manière selon lui de perfectionner le fonctionnement de ce régime.

« Pour que la démocratie directe fonctionne, il n'y a pas besoin de prérequis, il y certes besoin d'une période d'apprentissage, mais après, c'est surtout une question d'expérience », explique le professeur Pascal Sciarini, politologue à l'Université de Genève. Pour Antoine Chollet, le secret se trouve ailleurs. « Il y a certaines conditions à respecter pour le bon fonctionnement de ce système politique. Ça tient à la concentration de la presse, à la totale opacité du financement des campagnes, et à une forme d'éducation civique dans le sens d'avoir l'habitude de s'occuper des affaires communes, dévoile-t-il En Suisse la situation n'est pas catastrophique, mais elle est tout de même sérieuse », avertit le politologue. Une inquiétude sur la concentration des médias que partage Étienne Chouard. « Le référendum n'est protecteur que dans un système où les médias ne sont pas vendus comme des savonnettes aux milliardaires », déclare le blogueur qui s'indigne: « Le problème de la consultation populaire en milieu capitaliste, c'est que les journaux et les télévisions privées sont devenus la Pravda des riches, c'est-à-dire le journal qui propage la doxa et nous désinforme tous les jours ». Une vision plutôt pessimiste d'un système suisse, qui reste malgré tout bien plus démocratique que celui de ses voisins européens.

« Le référendum n'est protecteur que dans un système où les médias ne sont pas vendus comme des savonnettes aux milliardaires ».

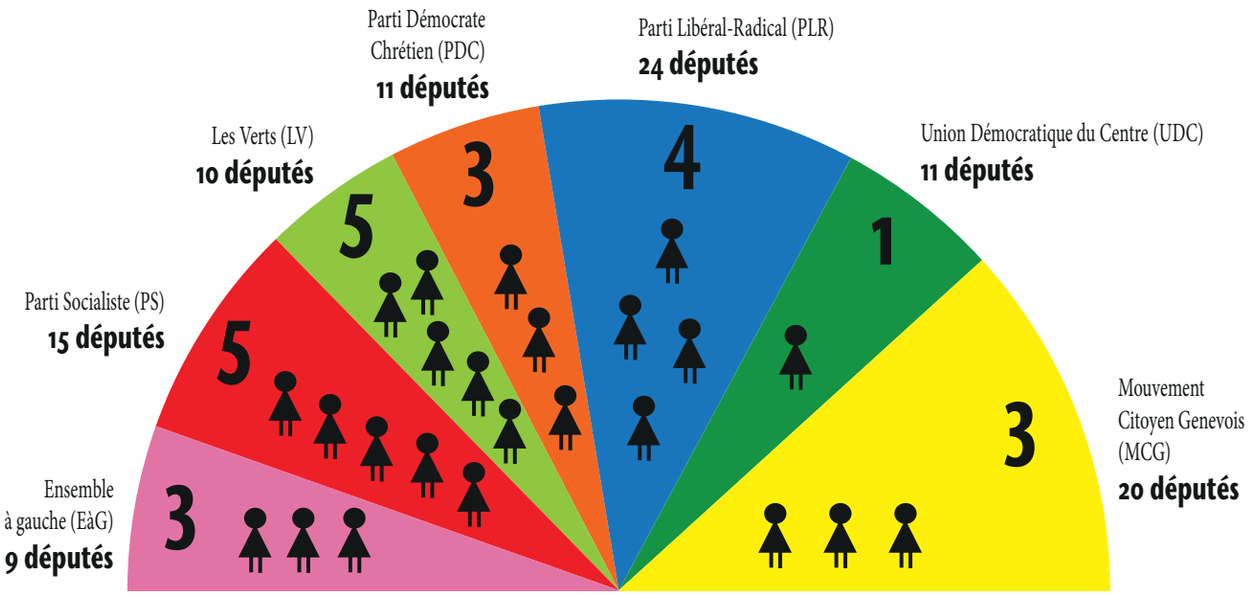
Le politologue Antoine Chollet

Si ce système peut être amélioré sur de nombreux points, la démocratie directe reste la forme de gouvernement la plus démocratique malgré ses imperfections. Si elle pourrait à l'avenir se démocratiser un peu plus, aujourd'hui la Suisse demeure une oasis de démocratie dans un océan de «democratures ».

Miguel HERNANDEZ

Sexisme en politique : les femmes encore trop peu représentées

Depuis 40 ans, le nombre de femmes présentes dans le monde politique genevois n'a cessé d'augmenter. Pourtant, on se trouve loin d'avoir une représentation équilibrée entre hommes et femmes. Analyse.



Source: Tribune de Genève

La représentation des femmes au Grand Conseil de Genève pour la législature 2013-2018

En 2017, à Genève et avec un nombre de politiciennes élues toujours en hausse, on aurait pu croire que les comportements sexistes dans le monde politique genevois se seraient estompés ou raréfiés. Il n'en est rien. Malgré un nombre de représentantes du sexe féminin supérieur aux autres cantons romands (31,1 % dans les exécutifs communaux à Genève en mars 2017. En comparaison, sur Vaud elles étaient à 16,2 %, à Fribourg 14,7 % et 9,5 % en Valais), la représentation des femmes politique à Genève est loin d'être équilibrée. Dans ce contexte, certaines élues affirment qu'avec une plus grande présence des femmes dans les instances politiques, certains comportements sexistes envers celles-ci pourraient être éradiqués.

Un monde d'hommes

Grâce à son mandat de conseillère nationale, Lisa Mazzone connaît bien les problèmes de sexismes qui règnent en politique. « C'est un sexisme ordinaire très fort basé sur des remarques et des comportements que l'on retrouve beaucoup dans la société, précise l'élue. On met en doute nos capacités, on nous dénigre et on tend à nous ramener à notre simple enveloppe corporelle ». Des comportements liés selon elle au fait que le monde politique possède des codes masculins. « Je suis persuadée que s'il y avait un équilibre plus abouti entre les deux sexes, la politique serait moins un monde d'hommes », assure Lisa Mazzone. Des propos qui relancent la question de la représentation des femmes en politique. Pour beaucoup, le nombre réduit de politiciennes joue un grand rôle dans la persistance de certaines attitudes sexistes. C'est le cas de Colette Fry, directrice du Bureau de la promotion de l'égalité entre femmes et hommes et de prévention des violences domestiques (BPEV). Pour son service, l'un des objectifs à atteindre en politique afin d'y endiguer le sexisme est d'avoir un meilleur équilibre dans la représentation

des hommes et des femmes. Selon la directrice du BPEV, il ne faut pas viser nécessairement l'équilibre parfait des 50 %, où en tout cas pas à moyen terme. À entendre Colette Fry, « il faut faire preuve de souplesse. Idéalement, ce serait 50/50, arrivé à 46 % de femmes serait bien, mais à moyen terme 40 % serait un grand pas en avant ». Des chiffres confirmés par Lisa Mazzone qui ajoute: « Il faudrait en tout cas 40 % d'élues féminines, ça me semble un minimum ».

Listes paritaires : la solution ?

Le parti écologiste genevois propose même de rendre obligatoire des listes paritaires afin de donner plus de visibilité aux femmes. Une initiative soutenue par Lisa Mazzone lançant qu'« il faut obliger les partis à avoir des listes paritaires et les guider afin qu'ils prennent des mesures pour encourager les candidates à se présenter ». Une décision que n'approuve pas Adrien Genecand, conseiller municipal PLR (Parti Libéral Radical) de la Ville de Genève. D'après lui, « Le risque de composer des listes paritaires est de faire de la discrimination dans l'autre sens », souligne l'élu qui trouve: « plus choquant de discriminer un jeune élu parce qu'il n'y a pas assez de femmes sur une liste plutôt que de n'avoir que 35 % de candidates sur celle-ci. C'est de l'égalitarisme, pas de l'égalité ». Pour Adrien Genecand, l'important est plus de s'intéresser aux compétences qu'au sexe des candidats. « Il faut plutôt mettre en avant la qualité des gens sur les listes électorales. Je suis favorable à ce que les questions de compétences soient posées aussi bien aux femmes qu'aux hommes. Il faut donner sa place à celui ou celle qui le mérite », suggère le conseiller municipal PLR. Le politicien pense que les listes paritaires, si elles étaient instaurées, ne changeraient pas grand chose : « Je ne suis pas convaincu que si les listes électorales étaient paritaires ou s'il y avait plus de candidates qu'elles seraient élues. Nous n'avons pas de listes bloquées comme en France. Ce sont les électeurs qui choisissent et qui donnent leur voix à un ou une élue. Liste paritaire ou pas, rien ne garantit que le corps électoral votera pour les femmes ».

Répartition des tâches inégalitaire

Selon les 3 intervenants interrogés, il semblerait qu'un élément commun soit à la base du problème de la disparité dans la représentation des hommes et des femmes en politique : la conciliation des vies et la répartition inégale des tâches ménagères. « Ce déséquilibre freine les élues en politique et aussi dans leur carrière », alerte Colette Fry. Même constat chez Adrien Genecand. « Souvent dans les couples, mêmes modernes, celle qui abandonne ses envies politiques ou professionnelles, c'est la femme . Ça nécessite chez les hommes de réouvrir le débat sur la répartition des tâches dans les ménages qui sont encore trop majoritairement assumées par les femmes ». Lisa Mazzone renchérit : « Il faut aménager les horaires des séances et meetings ainsi que rendre l'engagement des politiciennes compatible avec la vie de famille ».

Malgré les 30% de présence féminine sur la scène politique genevoise, le sexisme continue a exister. Cette situation continuera-t-elle lorsqu'on atteindra les 40 ou 50% de femmes ? Il y a de bonnes raisons de penser que cet équilibre dans la représentation des hommes et des femmes serait peut-être la clé pour éradiquer le sexisme de l'arène politique genevoise.

Miguel HERNANDEZ

Quelques chiffres de la présence des femmes en politique à Genève

Au niveau cantonal
Exécutifs cantonaux, **23,4 %** de femmes.
Législatifs cantonaux, **26,6 %**.

Au niveau communal :
Exécutifs des villes, **26,1 %**
Législatifs des villes, **29,2 %**

Exécutifs communaux romands : **31,1 %** de femmes pour le canton de Genève en mars 2017. En comparaison, sur Vaud elle étaient à **16,2 %**, à Fribourg **14.7%** et **9,5 %** en Valais.

Au Grand Conseil de Genève, depuis 30 ans, la présence des femmes oscille entre **25 %** et **36 %**. Aujourd'hui, elle plafonne autour des **30 %**. Niveau communal, une présence de **35 %**, pour **34,1** % en 2015.

Aux élections communales en ville de Genève, les femmes avaient fait en 2015 un score de **43 %**.

Les élections municipales en Ville de Genève montrent des pourcentages de candidates plus élevés qu'au Grand Conseil avec une progression régulière qui approche les **40 %** dans la dernière législature. Ce score traduit l'effort des partis politiques pour ouvrir leurs listes électorales aux femmes.

Richard Werly : « Les histoires de pouvoir sont l'avenir du journalisme politique »

Plus que jamais décrié, le journalisme politique n'en demeure pas moins essentiel pour décrypter le fonctionnement du pouvoir. Qu'en est-il aujourd'hui ? Analyse de la situation avec Richard Werly, correspondant en France pour le journal *Le Temps*.

Y a-t-il de la place dans le journalisme politique pour de jeunes journalistes ?

Oui. La meilleure preuve c'est le bureau où je travaille en France. Dans les locaux du journal *Le Monde*, beaucoup de journalistes politiques sont plutôt jeunes. Je suis persuadé que le journalisme politique est un filon pour eux. D'abord parce qu'il y a beaucoup d'intérêt du public pour cette thématique. Ensuite parce qu'elle est un champ d'investigation très large. Il y a tout ce qui touche aux institutions, à l'action des gouvernements, et aux personnalités. Donc je crois que la presse politique n'a pas du tout de raison de disparaître ou de diminuer dans les années à venir.

Le journaliste Richard Werly

Quel est le lectorat du journalisme politique ?

Ça dépend du support. Par exemple, je suis frappé par le fait que les médias sociaux, qui véhiculent un nouveau type de journalisme politique, sont très suivis par les jeunes. Je suis aussi étonné qu'une émission comme *Quotidien*, qui s'intéresse pas mal à la chose publique, est aussi très suivie par les adolescents. Autrement dit, lorsque le traitement est différent, lorsqu'il est peut-être plus audacieux, plus innovant, elle intéresse la jeunesse. Maintenant, je pense que la grande partie des lecteurs, en tout cas pour la presse écrite, sont des gens dans la tranche d'âge 40-60 ans, c'est-à-dire des gens qui sont arrivés à maturité politiquement, qui sont installés dans la vie et qui s'y intéressent. Ce type de presse est sexy parce qu'il mêle au fond des destins humains, comme on a pu le voir avec Mitterrand ou Chirac qui sont aussi de formidables histoires humaines. La politique est un mélange assez unique de destin et de grands enjeux de pouvoir et de puissance.

Quel avenir lui voyez-vous ?

Les gens de la rue s'intéressent au fonctionnement du pouvoir. Il y aura toujours des journalistes qui seront là pour raconter ce qui se passe dans les coulisses et expliquer comment ça marche. Ce qui est à mon avis en train de se passer, c'est qu'il y a une certaine facette du métier qui est en train non pas de disparaître, mais en train de devenir un peu obsolète. On pourrait même penser peut-être que demain des robots écriront ces papiers-là. Typiquement, le jour où le gouvernement publie une loi, le contenu on le connaît, je peux tout à fait imaginer que dans 15 ou 20 ans, ce genre d'articles très factuels qui se contente de dire au public quelle a été la décision prise par le gouvernement soit écrit par une intelligence artificielle. Par contre, ce qui ne sera jamais écrit par des machines et ce qui est l'avenir du journalisme politique, ce sont les histoires de pouvoir. Ce qui se passe derrière le rideau, tout le fonctionnement du pouvoir. Ça, jamais elles pourront l'écrire parce que pour avoir ces infos-là, il faut connaître les gens,

il faut leur parler, avoir de bonnes relations et elles n'auront jamais ça. Le deuxième type de presse qui ne sera jamais écrit par des robots, c'est les destins humains. Jamais ils ne pourront écrire un grand papier sur François Mittérand. Ils en feront un portrait factuel, mais ils ne les mettront jamais en scène et ne pourront jamais transmettre des sentiments. Donc je crois que l'avenir du journalisme politique ira dans ces deux directions. Il faudra être toujours plus précis et bien informé sur le fonctionnement du pouvoir et raconter les personnes qui ont et font le pouvoir.

Pensez-vous que la manière de faire du journalisme politique évoluera d'ici quelques années à cause des réseaux sociaux ?

Les réseaux sociaux ont 3 influences énormes. Il y a 3 gros changements qui se passent à cause d'eux. Le premier, il est évident, mais c'est quand même bien de le rappeler, c'est que tout le monde est journaliste. Le récit de l'actualité est aujourd'hui ouvert à tous grâce aux réseaux sociaux. Tout le monde peut être témoin de l'actualité, tout le monde peut la raconter plus ou moins bien. Avant quand on allait à un meeting où il y avait par exemple 100'000 personnes, les seuls à raconter ce meeting en public c'était les journalistes. Les autres, ceux qui étaient présents, le racontaient à leur famille ou à leurs amis. Ils n'avaient pas les outils pour être des raconteurs d'histoires au grand public. Aujourd'hui, n'importe qui, parmi ces 100'000 personnes, peut avec Twitter raconter minute par minute le déroulement du meeting. Ça c'est un élément tout à fait nouveau qui fait que demain, il suffira d'un robot, et ça existe déjà, qui compile tous ces tweets pour avoir un récit assez complet et assez objectif de ce rassemblement. Pour résumer, le premier changement majeur, c'est que les journalistes n'ont plus le monopole du récit. Le deuxième élément qui est à mon avis très important, c'est la rapidité. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, immédiatement, si par exemple un candidat dit « je me désiste pour tel concurrent », la nouvelle serait propagée et tout le monde le saurait tout de suite. Donc, la rapidité de l'événement est un changement qu'Internet et les médias sociaux permettent. Troisième élément, c'est le risque accru de fake news, et là, il faut faire une distinction. C'est-à-dire, qu'il y a d'un côté les gens qui se trompent parce qu'ils ont mal compris ou mal interprété une information et qui sont de bonne foi, et de l'autre il y a les gens qui manipulent.

« La politique est un mélange assez unique de destin et de grands enjeux de pouvoir et de puissance. »

Les deux premiers changements, on ne peut pas les surveiller, c'est comme ça, c'est la réalité d'aujourd'hui, il n'y a rien à faire. Après, pour le troisième, il faut faire preuve de vigilance envers tout ce qu'on lit. Maintenant, il ne suffit plus que l'information soit émise pour qu'elle soit vraie. Ces trois changements vont influencer l'avenir du journalisme politique dans le sens où les spécialistes du domaine vont progressivement moins faire le récit de l'actualité. Ils vont être de moins en moins des rapporteurs et de plus en plus des investigateurs et des raconteurs.

Quels sujets avez-vous adoré traiter ?

La Présidentielle de 2017 (ndlr qui a vu l'élection d'Emmanuel Macron) qui a été fabuleuse. Elle a été très crispante et énervante, mais elle a été passionnante. Ça a quand même été un grand moment de foire démocratique. Emmanuel Macron sortait du lot. C'était un truc tout à fait improbable. Un type qui surgit comme ça, comme une comète, c'est unique. Là, je ne me prononce pas en sa faveur, je dis simplement que son histoire est fascinante. François Fillon, j'ai été moins excité parce que c'était une histoire médiatique, alors que Macron, c'était plus politique, et puis pour le leader des Républicains ce n'était pas nouveau. Malheureusement, le cas d'élus ou de candidats qui à un moment ont eu des problèmes avec la morale, ça ne date pas d'y hier. Ce qui était fascinant avec le candidat d'En Marche !, c'est que vous aviez tout. Vous aviez une histoire personnelle, vous aviez une trajectoire politique et vous avez peut-être une profonde recomposition de la vie politique française. Et derrière tout ça il y a l'avenir de l'Europe. Maintenant qu'il a été élu tout peut s'enclencher. Ce cercle vertueux ou vicieux, je ne sais pas, c'est véritablement fascinant. C'est peut-être le changement de l'Europe et de la France qu'on attendait, je ne sais pas dans quelle direction ça ira, mais on est peut-être face à un changement d'ordre cyclique.

Avez-vous sorti des scoops ? Si oui lesquels ?

Non jamais. Il m'est arrivé d'avoir sorti des infos avant mes collègues, mais pas de scoop. Ce n'est pas ce que j'appelle des scoops, qui sont des informations qui véritablement changent le cours des choses. Je ne travaille pas sur ce genre de sujets, par contre j'ai déjà sorti des informations exclusives.

Quelle formation avez-vous suivie ?

J'ai suivi la formation classique. C'est-à-dire, Science PO Paris et j'ai commencé à travailler immédiatement après. D'abord au quotidien français *La Croix*, ensuite pour la presse suisse au journal *Le Temps*. Puis, je suis parti comme correspondant à l'étranger très tôt, d'abord comme pigiste et après comme salarié. Donc je dirai que j'ai fait un parcours absolument classique, mais je n'ai pas fait d'école de journalisme.

Miguel HERNANDEZ

Quand la politique s'immisce dans la bulle

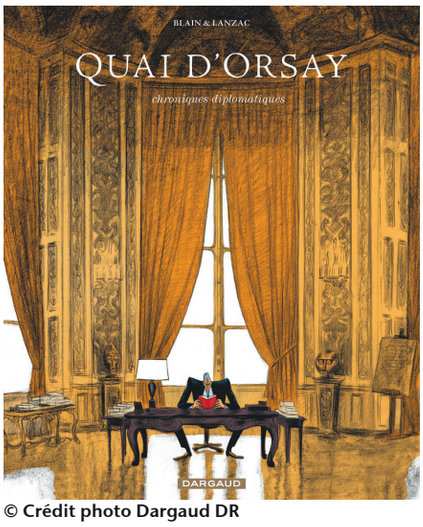
Depuis quelques années, la politique a fait son apparition dans l'univers de la bande dessinée. Le mélange des styles se révèle intéressant. Informant, facilitant l'accès à certains événements trop complexes et difficilement exprimables par les médias traditionnels, la BD politique est en passe de devenir une nouvelle forme de journalisme.

Aujourd'hui, la bande dessinée ne se résume plus aux classiques du genre comme Tintin ou Astérix et Obélix. Elle a pris un tournant en s'intéressant un peu plus à l'actualité. De ce virage sont nées par exemple *Chroniques de Jérusalem* de Guy Deslisle en 2011, ou encore *La Présidente*, de Farid Boudjellal et François Durpaire sortie en 2015.

Mathieu Sapin et Christophe Blain, respectivement dessinateurs de *Le Château* et *Quai d'Orsay*, ont bien voulu nous parler de leurs albums. « Je ne connaissais pas du tout ce milieu et ce n'était pas un sujet qui m'intéressait plus que ça, explique Mathieu Sapin. Avant ça j'ai fait une bd sur le journalisme, (*Journal d'un journal*, Delcourt, 2011) j'ai passé 6 mois chez *Libération*. C'est en suivant les reporters qui allaient couvrir les meetings que j'ai commencé un peu à m'y intéresser. Après, le journal m'a demandé de suivre la campagne présidentielle de 2012 et j'ai commencé à mettre un pied dans ce milieu ». Pour Christophe Blain c'est une rencontre qui a tout changé. « L'idée vient de la rencontre fortuite avec Abel Lanzac/Antonin Baudry (ndlr le scénariste de Christophe Blain sur *Quai d'Orsay*). Une semaine avant, je n'aurais jamais imaginé entreprendre un tel projet », confesse-t-il.

La neutralité avant tout

Traiter de politique sous forme de BD comporte certaines difficultés. Comme



© Crédit photo Dargaud DR

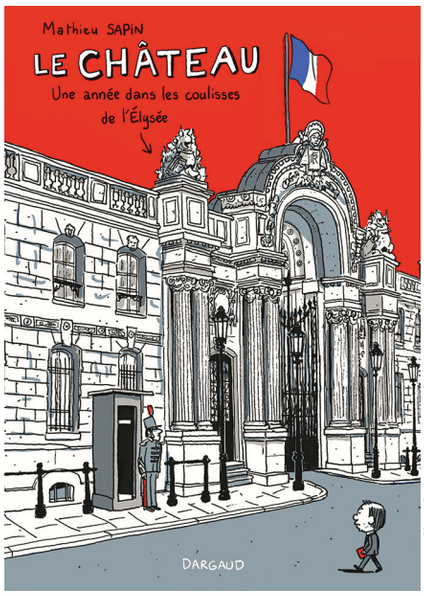
le fait d'essayer de rester neutre, ce qui a été un vrai défi pour Mathieu Sapin. « Il faut essayer de rester à la bonne distance. Parce qu'au bout d'un moment, quand on passe beaucoup de temps sur un sujet, on commence à avoir de l'empathie pour les personnes que l'on côtoie. Je suis conscient que quand j'écris une bande dessinée sur François Hollande, que l'on puisse s'interroger sur mon impartialité. Pourtant, l'objectif était vraiment de rester neutre ».

Faire entrer le lecteur sans l'écraser d'explications

Pour Christophe Blain, la difficulté réside dans le fait de ne pas bombarder le lecteur d'informations. « Il faut décrire et faire vivre cet univers sans être didactique. Il faut que ce soit vivant, que le lecteur découvre et comprenne ses codes sans qu'il ait l'impression d'avoir à apprendre une leçon, de subir une explication. Et il faut que ce soit drôle, parce que c'est ma vision de la vie et c'est également celle de Lanzac ». Le dessinateur conclut: « Pour résumer, la difficulté principale, dès qu'on aborde un univers si codifié, est d'y faire entrer le lecteur sans l'écraser d'explications, Il faut qu'il ait l'impression d'y entrer avec surprise et naturel. Il ne faut surtout pas être scolaire. Pourtant, il y a une somme d'informations très complexes, à faire passer ».

Alors qu'actuellement les deux dessinateurs travaillent sur des projets hors de la sphère politicienne ils ne renoncent pas pour autant à l'idée de refaire de la bande dessinée politique dans le futur. Les deux artistes n'ont pas encore remplis leurs dernières bulles.

Miguel HERNANDEZ



© Crédit photo Dargaud DR

ECOLE DE JOURNALISME
Genève

Née en 2007, l'Ecole de journalisme - Genève est un établissement privé associatif d'enseignement supérieur, conformément aux statuts qui règlent les dispositions légales helvétiques.

Son financement est assuré par les taxes de cours et d'inscription, ainsi que par les subventions de particuliers. Grâce à son statut d'école privée (association à but non lucratif), elle offre une pédagogie originale fondée sur l'exercice permanent et l'innovation.

L'Ecole de journalisme - Genève est dirigée par Malik Mallem. Charaf Abdessemed, journaliste RP assure la responsabilité pédagogique et dirige également le journal en ligne : *La Gazette de Genève*.

La spécificité de L'Ecole de journalisme - Genève repose sur la conviction que tout savoir ne serait admis à s'exercer sans la maîtrise d'une compétence professionnelle pratique. L'ère des journalistes formés sur le tas est, en grande partie, révolue.

Le travail pédagogique est confié à une équipe de professeurs qui propose des cours intégrés dans lesquels théorie, pratique et critique s'entremêlent dans le cursus de la formation journalistique.

Les enseignements sont pilotés par des universitaires et assurés en majorité par des journalistes et des professionnels de la presse. Ils permettent de nombreuses mises en situation professionnelle réalisées dans le cadre de l'école et au travers de partenariats.

Professeurs et intervenants s'engagent à communiquer à leurs étudiant(e)s le savoir-faire et l'expérience dans le domaine du journalisme.

educa SUISSE association